

## Dossier : L'A-venir de la zone euro

---

R. Millet<sup>1</sup>, & E. Dieu<sup>2</sup>

*« Le modèle économique européen doit se fonder sur trois principes : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit ». J. Delors*

*« La France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'Allemagne est le cœur ; la France est la tête. (...) Le sentiment et la pensée, c'est tout l'homme civilisé ». V. Hugo*

### Structuration du dossier :

#### Article 1 :

Les failles originelles de l'euro, les fondements politiques et économiques de l'euro.

#### Article 2 :

Les failles originelles de l'euro, les espoirs déçus de l'euro.

#### Article 3 :

L'échec de la coopération monétaire, mise en cause du comportement non-coopératif de l'Allemagne.

#### Article 4 :

L'échec de la coopération monétaire, la crise de la balance des paiements menace l'existence de la zone euro.

#### Article 5 :

L'avenir incertain de la zone euro, le sauvetage inextricable de la zone euro.

#### Article 6 :

L'avenir incertain de la zone euro, *la fin de l'euro* à défaut d'une zone euro optimale.

---

<sup>1</sup> Romain Millet : M.s. Gééconomie et intelligence stratégique, consultant libéral en économie et géopolitique, et conseiller auprès de l'Association de recherches en criminologie appliquée (Arca37).

<sup>2</sup> Erwan Dieu : Criminologue au Service d'aide aux victimes d'infractions pénales 37, membre-chercheur de l'Association de recherches en criminologie appliquée (Arca37), Doctorant en Psychologie (psychopathologie et criminologie) au CIAPHS de l'Université de Rennes II.

## **Pour introduire le dossier**

L'heure est grave, la zone euro vacille dangereusement, si nous n'agissons pas rapidement c'est tout le projet européen qui partira en lambeaux. Les tenants de l'Union économique et monétaire pensent rêver, cette phrase n'est qu'une injure prononcée contre les pères fondateurs du projet européen. Il n'y a dans cette affirmation péremptoire aucune rationalité, la zone euro survivra à ces quelques turbulences passagères. Ce n'est pas une crise économique et financière venue des Etats-Unis qui ternira l'évolution de la construction européenne.

La zone euro est balbutiante mais son nom n'est pas encore mentionné dans la nécrologie des nombreux journaux internationaux. Ce projet recèle toujours en lui, des pouvoirs profondément cachés comme celui d'améliorer l'emploi et le pouvoir d'achat ou encore celui d'empêcher la spéculation via une forte stabilité monétaire. Non ! les faits sont menteurs, la monnaie unique est un cadeau pour le peuple européen, rien n'indique alors qu'elle est la principale fautive des vagues soubresauts apparus au sein de la zone euro.

Telle est la pensée actuelle des eurolâtres, atteints d'une grave dissonance cognitive. Cette pathologie pourrait alors condamner à terme la zone euro à disparaître.

Aujourd'hui, il est urgent que cette oligarchie européenne au pouvoir oublie son idéologie dogmatique afin de saisir pleinement les enjeux posés par la crise de la zone euro. Ce n'est pas une simple crise passagère où il suffit de mettre des rustines, au contraire il s'agit en réalité d'une crise structurelle qui demande des réponses politiques ambitieuses et courageuses.

L'instabilité actuelle de la zone euro résulte en premier lieu d'un vice de forme de l'UEM. En effet, les promoteurs de l'euro auraient dû en premier lieu vérifier si l'optimalité de la zone euro était effective. L'application d'une politique monétaire unique à des pays affichant des structures économiques hétérogènes impose la mise en place de mécanismes stabilisants (mobilité parfaite des facteurs). Si l'hétérogénéité des pays est bien trop importante, il est nécessaire alors de mettre en place une Union politique. De celle-ci naîtra le fameux budget fédéral qui permettra de compenser les effets des chocs asymétriques.

Par cette absence de cohérence, la zone euro ne peut être un projet crédible qui puisse continuer à exister sous cette forme. La crise économique et financière de 2008 a permis de révéler au grand jour, les failles organisationnelles et fonctionnelles de la monnaie unique. Ainsi, la crise de l'euro sous-tend en réalité trois crises qui se conjuguent et sont intimement liées.

D'abord, une crise dite conjoncturelle, celle de la dette publique. Il faut savoir que la monnaie unique a favorisé cette montée exponentielle de la dette, car elle impose aux pays de se financer sur les marchés financiers. Les traités qui encadrent l'euro, interdisent la monétisation de la dette par la Banque centrale européenne ainsi que l'achat de titres de dette par les banques en proportion de leur actif. Les marchés financiers deviennent alors la seule source de financement possible. De fait, les pays sont alors constamment sous pression des marchés qui sanctionnent lourdement par la hausse des primes de risque tant le montant des dettes que les faibles perspectives de croissance. De plus, le rôle de l'euro dans l'accumulation des dettes par les Etats est aussi la conséquence de sa politique de change. En effet, celle-ci

n'est parfois pas adaptée à la structure productive d'un pays membre ce qui aboutit alors à une dégradation inexorable de sa compétitivité. En conséquence, pour ne pas réduire son dynamisme économique, celui-ci décide de procéder à une relance budgétaire, ce qui détériore son niveau de déficit public et conduit au final à l'aggravation de son endettement.

Cette situation concerne la Grèce, mais aussi le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie et la France. Aujourd'hui, la crise de la dette publique est à son paroxysme, elle peut à tout moment menacer un pays d'un défaut de paiement. Face à l'urgence de la crise, l'oligarchie européenne est incapable d'apporter des solutions sérieuses, c'est ce que l'on appelle la crise de la gouvernance de la zone euro. Le MES ou encore les repos à long terme de la BCE ne sont pas suffisants pour stopper la crise de liquidité. Ainsi si la spéculation décide de s'attaquer aux deux grands pays fragilisés à savoir l'Italie et/ou l'Espagne, l'existence de la zone euro serait en grand danger.

Ensuite, une crise dite structurelle qui résulte des effets de la monnaie unique sur la dynamique économique des pays membres. Les contraintes structurelles de l'euro ont engendré d'importantes asymétries notamment en termes de commerce international. Par le niveau de taux d'intérêt de la BCE et par la surévaluation de l'euro, les pays du Sud de la zone euro ont affiché un creusement continu de leur déficit extérieur. Alors que les pays du Nord, en particulier l'Allemagne, ont affiché d'énormes excédents commerciaux.

De plus, il faut souligner que la politique d'intérêt comme de change n'ont pas favorisé le dynamisme économique au sein de la zone euro. Depuis son introduction, les pays membres affichent des taux de croissance économique régulièrement inférieurs à ceux des autres pays hors zone euro et hors UE. Au sein de la zone euro, on dénote aussi des disparités en termes de croissance économique entre les pays du Sud et ceux du Nord.

On observe alors que les contraintes structurelles de la monnaie unique favorisent l'émergence de deux zones euro. Une zone composée des pays du Nord qui affichent un excédent de leur balance des transactions courantes et l'autre composée des pays du Sud qui affichent un déficit de leur balance des transactions courantes. Ainsi, ces asymétries structurelles engendrées par l'euro résultent d'une divergence massive des économies et de la structure de leurs appareils productifs. Aujourd'hui, ces écarts de compétitivité entre les économies des pays membres menacent fortement la stabilité de la zone euro.

Enfin, une crise dite institutionnelle. L'absence d'une union politique est aujourd'hui lourde de conséquence dans la mesure où la zone euro ne dispose pas d'un budget fédéral pour compenser les asymétries structurelles liées à la monnaie unique. Par une union de transfert, on aurait pu alors corriger immédiatement l'hétérogénéité structurelle engendrée par la politique monétaire de la BCE. Ainsi, l'erreur originelle a été de constituer une union monétaire avant même l'union politique. Les gouvernements en ayant refusé et prohibé via les différents traités ce fédéralisme budgétaire, doivent alors porter toutes les responsabilités d'un probable échec de l'euro.

Aujourd'hui, le problème de financement du déficit extérieur des pays du Sud qui résulte du choc entre ces trois crises, devient véritablement menaçant pour la survie de la zone euro. La seule solution que l'oligarchie européenne sous l'influence de l'orthodoxie allemande a pu nous proposer est un fédéralisme dit punitif. Ainsi, la crise de la balance des paiements des pays du Sud imposera alors la mise en place d'ajustement structurel violent. Cette sombre perspective sera facteur d'une régression sociale généralisée pour tous les pays concernés.

En somme, la zone euro dans sa forme actuelle ne peut être viable et l'évolution qu'elle prend aujourd'hui, n'aspire pas à une réjouissance débordante. Au contraire, elle représente un danger pour la démocratie et assombrie l'avenir des relations entre les nations européennes. Cependant, des solutions plus coopératives sont encore possibles, mais elles impliquent une rupture radicale avec le système dogmatique néolibéral dont l'euro lui-même est le symbole.

Ainsi, il est impératif que le couple franco-allemand guide ce nouveau mouvement annonciateur d'une meilleure coopération monétaire. Mais, le rythme de la crise impose une urgence dans l'action que les politiques pusillanimes ne connaissent pas. Il faudra alors cette fois-ci montrer courage et audace pour orienter l'Europe vers un chemin de prospérité et de stabilité. A défaut, la zone euro sombrera dans les abîmes de la spéculation internationale.

L'objectif impérieux de sauver le projet européen doit être également l'occasion de réfléchir à une nouvelle architecture de la zone euro. La coordination monétaire pourrait se présenter alors comme une évidence par la flexibilité pour chaque pays et de coopération entre pays qu'elle implique.

Finalement, Est-ce que l'euro peut-être encore source d'espoirs pour des populations attisées par la satisfaction des égoïsmes nationaux ? Quelle pourrait être alors la nouvelle architecture de la zone euro ? Cependant, Est-ce légitime de penser à un probable sauvetage de la zone euro ? ou au contraire, Pourrions-nous dès maintenant réfléchir à une sortie de la zone euro ?

Pour répondre à ces nombreuses interrogations, nous exposerons en premier lieu les failles originelles de l'euro. Dans un second temps, il sera opportun d'expliquer les diverses causes de l'échec de la coopération monétaire. Enfin, il sera nécessaire de présenter de façon exhaustive les différents scénarios de sortie de crise.

## **Pour conclure le dossier**

L'avenir de la zone euro est pour le moins assez sombre. Le dogme néolibéral qui influence les décisions de sortie de crise de nos dirigeants européens représente un danger certain pour la viabilité d'une coopération monétaire. Il apparaît clairement que la mise en place des plans d'austérité à répétition dans le cadre d'un fédéralisme punitif peut conduire très prochainement à la formation d'un conflit général entre nations. Les régressions sociales et démocratiques induites par le pacte budgétaire européen menacent les équilibres géopolitiques au sein de l'Union européenne. Les peuples d'Europe seront animés par de forts sentiments nationaux, le projet européen ne sera alors que poussière. L'ethnocentrisme élaboré par Claude Lévi-Strauss prendra tout son sens, lorsque chaque pays se rendra compte que l'Union monétaire était seulement une supercherie afin de satisfaire les intérêts particuliers d'une technocratie bancaire et financière.

L'hypocrisie ou peut-être l'incompétence des fondateurs de la zone euro, est tout simplement criminelle dans la mesure où un nombre considérable de personnes vivront dans les prochaines années dans une plus grande précarité et où les acquis sociaux seront "rognés jusqu'à la moelle". Ainsi, les inégalités sociales vont se creuser continuellement et durablement. La fameuse paix érigée comme le principal motif pour justifier la construction de l'Union monétaire, ne sera plus qu'un simple étendard pour la petite minorité d'eurolâtres. La poursuite aveugle d'un projet voué à l'échec pourrait à moyen terme sonner le glas de toute la construction européenne.

Les pères fondateurs comme Robert Schuman, Jean Monnet et consorts, seraient véritablement frustrés face à autant de médiocrité intellectuelle. Leur projet d'une Europe forte, influente, où l'ensemble des pays la constituant ne ferait qu'un, soudés autour d'un même projet ambitieux, était peut-être qu'une belle vision de l'esprit. Une imagination débordante à l'époque, justifiée par des années de guerre, de conflits entre nations. Il était alors crucial d'orienter l'avenir vers un dessein unificateur qui serait l'antithèse de l'histoire du passé. En effet, il était fini le temps où les nations européennes s'entre-déchiraient pour mieux régner et imposer alors leurs visions sur l'ensemble du vieux continent. Le traité de Paris du 18 avril 1951, considéré comme le premier des actes fondateurs de l'Union européenne devait enraciner durablement l'Europe dans la paix, le respect et la solidarité entre nations.

Aujourd'hui, il semble que toute cette magnificence rhétorique fait seulement partie d'un lointain passé. La crise économique et financière de 2008, a mis en évidence les carences de la coopération monétaire et par delà l'incapacité aux différents pays membres de trouver des solutions viables afin de satisfaire l'ensemble de leurs intérêts stratégiques. Mais, dès les prémices de l'Union économique et monétaire, on aurait dû s'apercevoir de ce truisme séculaire. En effet, l'euro a permis à l'Allemagne de poursuivre sa stratégie industrielle non-coopérative au détriment du niveau économique des autres pays membres. L'expression "Chassez le naturel, il revient au galop", notre voisin germanique en est le parfait ambassadeur puisqu'il nourrit depuis sa réunification, une volonté d'imposer sa puissance et son leadership sur toute l'Europe.

Cependant, la "Realpolitik" poursuivie par l'Allemagne ne peut être viable dans le cadre d'une Union monétaire. Les autres pays membres ne pourront accepter l'égoïsme de la nation allemande sur le long terme. Ces derniers ont également des intérêts à défendre surtout si l'Allemagne continue de développer son projet ambitieux géostratégique guidé par son tropisme oriental.

Finalement, la crise de la zone euro a considérablement réveillé les égoïsmes nationaux ce qui a pour conséquence de fragiliser le projet européen dans son ensemble. Cette instabilité se renforcera si les instances européennes et l'Allemagne continuent d'appliquer des remèdes néolibéraux afin de guérir les pays de leurs "maux structurels". L'acuité de la crise alors impose aux autres pays et notamment à la France de proposer des solutions hétérodoxes pour une nouvelle architecture de la zone euro. Ces derniers ne peuvent accepter la fatalité d'un fédéralisme punitif. De fait, il est impératif alors de négocier avec l'Allemagne et les autres pays "gardiens de l'orthodoxie" au nom de la démocratie. La condition d'existence du peuple européen ne doit pas être tributaire de décisions prises par des instances illégitimes. Ainsi, une autre forme de fédéralisme doit être envisagée, si on veut sauver ce qui peut encore l'être de la zone euro. L'optimalité de la zone est une condition sine qua non à sa survie. Autrement dit, si les pays du Sud n'obtiennent pas alors cette union de transfert, la zone euro s'envolera en fumée.

Le rôle de la France dans cette phase de négociation sera prépondérant. Notre pays ne peut continuer à subir les revendications allemandes. Au contraire, il doit être incisif afin d'infléchir le comportement du voisin germanique et par delà il pourra rééquilibrer les rapports de force au sein du couple franco-allemand. Le complexe d'infériorité de la France doit cesser pour que notre pays puisse enfin être influent dans les arcanes du pouvoir européen. Si la France ne parvient pas alors à faire pression sur l'Allemagne afin de modifier la forme de coopération monétaire qui prévaut actuellement, une sortie de l'euro des pays du Sud pourrait alors rapidement se matérialiser.

Dans le cas d'un engagement politique fort et courageux, l'avenir des Etats de la zone euro passera alors par une coordination monétaire<sup>3</sup>. La monnaie commune serait présentée alors comme le nouveau projet unificateur des nations européennes. Chaque pays membre serait souverain dans la détermination de sa propre politique générale tout en œuvrant à l'atteinte d'un résultat commun. Ce beau dessein constituera un nouveau départ et ancrera l'Europe comme un des principaux piliers influents du 21<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi, comme le dit si bien Jacques Sapir : « *La crise de l'euro nous pose la question de savoir si nous voulons redevenir des acteurs de notre histoire ou si nous nous contenterons désormais d'en être les spectateurs.* »<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Elle suppose qu'un pays réagisse à l'action d'un autre et que, d'action en réaction, à travers des mécanismes largement implicites, puisse se dégager un but commun.

<sup>4</sup> Jacques Sapir, Faut-il sortir de l'euro ?, Seuil, Paris, 2012, p.192.

## Références

### Ouvrage:

- Aglietta, Michel, *Zone euro : éclatement ou fédération*, Michalon, Paris, 2012, 188 p.
- Artus, Patrick, *Les incendiaires : Les banques centrales dépassés par la globalisation*, Perrin, Paris, 2008, 175 p.
- Artus, Patrick, *Le système monétaire européen : bilan et perspectives*, Document de Travail, Caisse des dépôts et consignations, mars, 1991
- Cotta, Alain, *Sortir de l'euro ou mourir à petit feu*, Plon, Paris, juin 2010, 92 p.
- Genin, Franck, *Monnaie européenne : Enjeux et réflexions*, Economica, Paris, 1995, 112 p.
- Krugman, Paul, *L'intégration économique en Europe : problèmes conceptuels*, dans T.Padoa-Schioppa : Efficacité, stabilité, équité, Annexe A, pp 147-173, 1987
- Martinot, Bertrand, *L'euro, une monnaie sans politique ?*, L'Harmattan, Paris, 2003, 266 p.
- Nikonoff, Jacques, *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Mille et une nuits, Paris, avril 2011, 454 p.
- Padoa-Schioppa Tommaso, *Efficacité, stabilité, équité, Rapport du groupe d'étude sur la stratégie d'intégration de la Communauté Européenne*, Economica, 1987
- Rosa, Jean-Jacques, *L'euro : comment s'en débarrasser*, Grasset, Paris, 2011, 138 p.
- Rosa, Jean-Jacques, *L'erreur européenne*, Grasset, Paris, 1998, 306 p.
- Saint-Etienne, Christian, *La fin de l'euro*, François Bourin Editeur, Paris, 2011, 149 p
- Sapir, Jacques, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, Paris, janvier 2012, 192 p.

### Article :

- Artus, Patrick, « Faut-il sortir la Grèce de la zone euro ? », *Flash économie. Recherche économique*, n°696, Natixis, 15/09/2011.
- Artus, Patrick, « Que faire pour aider la Grèce ? », *Flash économie. Recherche économique*, n°531, Natixis, 07/07/2011.
- Artus, Patrick, « L'Italie et l'Espagne subissent-elles une crise de solvabilité ou une crise de liquidité ? », *Flash économie. Recherche économique*, n°695, Natixis, 15/09/2011.
- Artus, Patrick, « Que se passe-t-il quand le Nord de la zone euro ne veut plus prêter au Sud ? », *Flash économie. Recherche économique*, n°695, Natixis, 15/09/2011.
- Artus, Patrick, « Il ne faut pas sacraliser le modèle allemand », *les échos*, 6/09/10
- Cachia, Franck, « Les effets de l'appréciation de l'euro sur l'économie française », *Note de synthèse de l'INSEE*, Paris, INSEE, 20/06/08.
- De Benoist, Alain, « La dette infinie », *Le spectacle du Monde*, février 2012, n°586.
- Fisher, Joschka, « L'échec de l'euro serait un désastre », *Le figaro*, 13/12/10
- Gréau, Jean-Luc, « La chute de la maison euro », *Le spectacle du Monde*, février 2012, n°586.

Gros Daniel & Thygessen Niels, « Le S.M.E. : performances et perspectives », *Revue de l'O.F.C.E.*, n° 24, juillet, 1988

Interview de Jacques Sapir, propos recueillis par François Laurent Balsa, *Le spectacle du Monde*, février 2012, n°586.

Interview de Paul Jorion, propos recueillis par François David Sellos, *Le spectacle du Monde*, février 2012, n°586.

Lallement, Rémi, « L'économie allemande en sortie de crise », *note du CERFA 80*, décembre 2010.

Lordon, Frédéric, « Ce n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne », *blog « La pompe à phynance »*, 29/03/2010

Munchau, Wolfgang, « Sauve qui peut l'euro », *Foreign Policy*, publié dans le courrier international, n° 1068, avril 2011.

Sapir, Jacques, « Pourquoi la France ne doit pas copier l'Allemagne », *Marianne*, 15/02/11

Sapir, Jacques, « Crise européenne : après l'Espagne ce sera l'Italie », *Marianne 2*, 12/06/12

Stiglitz, Joseph, « L'austérité est une menace pour les démocraties », *Marianne*, 15/01/2011

Stiglitz, Joseph, « Une banque centrale indépendante ou démocratique ? », *Le monde*, 27/02/04

Voth, Joachim, « Non, la mort de l'euro ne sera pas la fin de l'Europe ! », *le Monde*, septembre 2011.

Wolf, Martin, « Ce que l'Allemagne doit à l'euro », *Le monde*, 14/09/10.

Documents audiovisuels :

« Vers une nouvelle crise financière ? », *C dans l'air*, 6 /06/ 2012.